

Le TIBET EN REVOLTE

Au cours de récents déplacements du Dalaï Lama en Europe, y compris en France, on a pu mesurer la capacité du gouvernement de Pékin à faire pression sur les gouvernements en place pour les empêcher de recevoir un chef religieux qu'ils considèrent comme un artisan d'un séparatisme tibétain intolérable pour le Parti communiste chinois.

A Paris où il était fait citoyen d'honneur de la capitale, aucune personnalité officielle n'avait répondu à l'invitation du maire, Bertrand Delanoë. Cela signifie que loin de s'être améliorées, les relations du gouvernement en exil du Tibet avec Pékin se sont détériorées. Depuis l'arrivée d'Hu Jintao au pouvoir, différentes rencontres entre les représentants du Dalaï Lama et des personnalités éminentes du parti Communiste Chinois se sont heurtées à l'intransigeance chinoise. Plus récemment, la révolte des moines Tibétains qui s'était propagée dans les provinces environnantes, avait rendu impossible toute conciliation. Cependant, dans une interview qu'il m'avait accordée en 1989, le Dalaï Lama insistait déjà sur son souhait de concilier la souveraineté chinoise avec le respect de la culture tibétaine. Mais le Parti Communiste chinois non seulement a fait porter la responsabilité des désordres constatés à Lhassa et dans plusieurs grandes villes de la région, à l'équipe du Dalaï Lama mais il accuse de volonté séparatiste le gouvernement politico religieux des Tibétains en exil en Inde..

On pourrait croire que le problème du séparatisme sur lequel les communistes demeurent aussi intransigeants est au centre des préoccupations des deux parties. En réalité, les positions radicales de Pékin sont liées à la conception communiste d'un centralisme identitaire qui s'oppose à tous les particularismes, surtout culturels et religieux.

En fait, au Tibet, il ne s'agit pas seulement d'une identité religieuse mais également d'un attachement à une souveraineté politique de droit religieux. Dans ce cas, pour les communistes, cette confusion du pouvoir et du sacré représente le pire ennemi. Au sein d'une société qu'ils veulent athée, leur objectif d'élimination de toute forme de sacré dans les responsabilités de gouvernance a fait échouer les tentatives de dialogue sérieux initiées par le Dalaï Lama, avant et après 1989. Cette année là avait été une année charnière pour les relations entre la Chine et le Tibet.

Le secrétaire général du Parti, Hu Yaobang, avait eu une rencontre prometteuse avec les Tibétains en exil; son décès avait mis fin aux espoirs placés en lui. De toutes les façons, le dialogue était mort-né. S'il avait vécu, Hu Yaobang aurait été écarté du pouvoir comme le fut

Zhao Ziang à la suite de la répression des émeutes de la place Tien Amen, écrasées dans le sang le 3 juin 1989.

L'année 1989 fut également l'année où le Dalaï Lama avait reçu la consécration du Prix Nobel de la Paix. La tribune mondiale qui lui avait été offerte à cette occasion lui aurait permis d'exprimer ses griefs. Au contraire, avec modération, il n'avait pas cessé d'appeler les autorités chinoises au dialogue, affirmant qu'il ne recherchait pas une séparation avec la Chine mais seulement une autonomie culturelle et religieuse. Après plusieurs rencontres infructueuses les contacts entre le Parti communiste chinois et les Tibétains avait été rompus en 1993. Ils n'avaient pu reprendre qu'en 2002. Les envoyés du Dalaï Lama avaient pu se rendre à Lhasa, au Potala et avaient été autorisés à visiter plusieurs communautés bouddhistes. En outre, ils s'étaient rendus à Pékin et Shanghai. A leur retour à Dharamsala, les représentants des tibétains en exil avaient déclaré avoir été impressionnés par le développement économique au Tibet. Il n'en demeurait pas moins que la situation de la minorité tibétaine s'était aggravée. En 2005 plusieurs hauts dignitaires religieux ont été arrêtés. Ils purgent actuellement des peines de plusieurs années de rééducation par le travail dans un camp de la province du Qinghai au centre nord de la Chine.

La main de fer que Pékin maintient sur cette région s'explique par l'idée très arrêtée du président chinois Hu Jintao, ancien gouverneur du Tibet, relayée récemment par le Premier Ministre Wen Jiabao, que les Tibétains en exil et le Dalaï Lama sont les pires ennemis de la République populaire. Elle s'explique aussi par l'importance stratégique de la province où se trouve concentré une partie de l'arsenal nucléaire chinois et qui, de plus, sert d'entrepôt aux déchets nucléaires.

Pour les communistes, l'objectif essentiel et la solution réside dans la sinisation complète du Tibet.

L'arrivée massive de l'ethnie des Hans à Lhasa fait des Tibétains, une minorité dans leur propre pays. Ils accusent les immigrants de condescendance et de mépris à leur égard même si les investissements chinois publics et privés contribuent globalement à l'élévation du niveau de vie. Le désenclavement d'une région, jusqu'ici totalement isolée, avec l'inauguration en 2006, de la ligne de chemin de fer la plus haute du monde et l'ouverture du poste frontière de Nathu-La entre l'Inde et le Tibet ne laisse aux tibétains que le choix entre une régression économique et sociale et une sinisation, facteur d'éclatement d'une culture unique au monde.

L'impasse politique et culturelle dans laquelle vit le peuple tibétain n'a nullement troublé les jeux olympiques de Pékin. L'occident a été la victime d'une illusion sentimentale. Il ne faut pas oublier que ce ne sont pas seulement les droits de l'Homme au Tibet qui sont en jeu mais les droits de l'Homme dans toute la Chine. Qui serait aujourd'hui assez puissant pour conduire le Parti Communiste Chinois à se saborder ?

La révolte des moines tibétains dont l'esprit se rapproche de la révolte récente des moines birmans est une rébellion parmi beaucoup d'autres en Chine. Ces trois dernières années, on en a recensé plus de cent mille sur l'ensemble du territoire de la République populaire. Autant dire que le problème des droits de l'Homme en Chine concerne la communauté internationale,

Jean-Claude Courdy